

## Arrest

**nr. 347 740 van 3 juni 2026**  
**in de zaak RvV X II**

**In zake: X**

**Gekozen woonplaats: ten kantore van advocaat G. MAFUTA LAMAN**  
**Louizalaan 54**  
**1050 BRUSSEL**

**tegen:**

**de Belgische staat, vertegenwoordigd door de Minister van Asiel en Migratie.**

### **DE WND. VOORZITTER VAN DE IIE KAMER,**

Gezien het verzoekschrift dat X, die verklaart van Congolese (D.R.C.) nationaliteit te zijn, op 3 juni 2026 heeft ingediend om bij uiterst dringende noodzakelijkheid de schorsing van de tenuitvoerlegging (en de nietigverklaring) te vorderen van de beslissing tot terughrijving (bijlage 11) van 1 juni 2026.

Gezien titel I *bis*, hoofdstuk 2, afdeling IV, onderafdeling 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Gelet op artikel 39/82 van de voormelde wet van 15 december 1980.

Gelet op titel II, hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 21 december 2006 houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen.

Gezien de nota met opmerkingen en het administratief dossier.

Gelet op de beschikking van 3 juni 2026, waarbij de terechtzitting wordt bepaald op 3 juni 2026.

Gehoord het verslag van rechter in vreemdelingenzaken A. MAES.

Gehoord de opmerkingen van advocaat Guylain MAFUTA LAMAN, die verschijnt voor de verzoekende partij en van advocaat M. DUBOIS, die verschijnt voor de verwerende partij.

### **WIJST NA BERAAD HET VOLGENDE ARREST:**

#### **1. Nuttige feiten ter beoordeling van de zaak**

Op 1 juni 2026 nam de grenscontroleambtenaar de beslissing tot terughrijving. Dit is de bestreden beslissing.

Op dezelfde dag werd eveneens het visum van verzoekster ingetrokken.

#### **2. Betreffende de vordering tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid**

##### **2.1. Aangaande de dringendheid**

De Raad wijst er op dat artikel 43, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 21 december 2006 houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (hierna: het koninklijk besluit van 21 december 2006) bepaalt dat, indien de uiterst dringende noodzakelijkheid wordt aangevoerd, de vordering een uiteenzetting van de feiten die deze uiterst dringende noodzakelijkheid rechtvaardigen dient te bevatten.

Verzoekster betoogt dat zij op elk ogenblik riskeert om teruggedreven te worden.

De Raad stelt vast dat de uitvoering van de terugdrijving inderdaad reeds vandaag is voorzien .

Aan de vereiste van de hoogdringendheid is aldus voldaan.

Verweerder betwist de hoogdringendheid ook niet.

## 2.2. Aangaande de ernst van de aangevoerde middelen

Er moet worden opgemerkt dat, overeenkomstig artikel 39/82, § 2, eerste lid, van de Vreemdelingenwet, slechts tot de schorsing van de tenuitvoerlegging van een bestuurshandeling kan worden besloten indien er ernstige middelen worden aangevoerd die de vernietiging van de aangevochten beslissing kunnen verantwoorden en op voorwaarde dat de onmiddellijke tenuitvoerlegging van de bestreden beslissing een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kan berokkenen.

Verzoekster licht haar middelen toe als volgt:

*“Sur moyen pris de la violation de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme Que la décision querellée viole la vie privée et familiale de la requérante ;*

*Qu'il m'apparaît que l'interdiction de violer la vie privée, telle que prévue par la Convention européenne des droits de l'homme, interdit le refus d'entrée du territoire de ma cliente alors qu'elle a un visa pour entrer dans le Royaume*

*Tous ces éléments plaident en faveur de la suspension et de l'annulation de la décision de refus d'entrée dans le territoire.*

*Que tous ces éléments plaident en faveur de la suspension et de l'annulation de la décision entreprise.*

*• De la réservation d'hôtel et des moyens de subsistance*

*Il faut savoir que le couple ; la requérante et son mari avait sur eux une somme de / son mari : 9.100 EUROS et la requérante : 6.600 EUROS, ce qui fait un TOTAL DE 15.700 EUROS*

*Lorsqu'on leur a dit que la réservation d'Hôtel été annulée\* ils ont aussitôt fait une nouvelle réservation sans difficulté.*

*Sur le moyen violation de la violation du droit d'être entendu*

*Attendu que la requérante est de nationalité Congolaise ;*

*Que la décision querellée n'est pas comprise par la requérante ,*

*Qu'elle n'a pas été entendue pour ce faire ;*

*Que ceci viole ses droits fondamentaux ;*

*Qu'il ressort de l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne C-116/13 du 5 novembre 2014, le droit d'être entendu fait partie du respect des droits de la défense, ceci est un principe général du droit de l'Union européenne ;*

*Que le droit d'être entendu garantit à toute personne le droit de faire connaître, de manière utile et effective, son point de vue au cours de la procédure administrative et avant l'adoption de toute décision susceptible d'affecter de manière défavorable » (5545 et 46) ; elle précise également que « l'obligation de respecter les droits de la défense des destinataires de décisions qui affectent de manière sensible leurs intérêts pèse ainsi en principe sur les administrations des Etats membres lorsqu'elles prennent des mesures entrant dans le champ d'application du droit de l'Union » (50) ;*

*Que, la règle selon laquelle le destinataire d'une décision faisant grief doit être mise en mesure de faire valoir ses observations avant que celle-ci soit prise a pour but que l'autorité compétente soit mise à même de tenir utilement compte de l'ensemble des éléments pertinents. Afin d'assurer une protection effective de la personne concernée, elle a notamment pour objet que cette dernière puisse corriger une erreur ou faire valoir tels éléments relatifs à sa situation personnelle qui militent dans le sens que la décision soit prise, en soit pas prise ou qu'elle ait tel ou tel contenu (...). Il résulte de ce qui précède que le droit d'être entendu avant l'adoption d'une décision de retour doit permettre à l'administration nationale compétente d'instruire le dossier de manière à prendre une décision en pleine connaissance de cause et de motiver cette dernière de manière appropriée, afin que, le cas échéant, l'intéressé puisse valablement exercer son droit de recours (...) » (CJUE, C-249/13, 11 décembre 2014, Khaled Boudjlida, points 34, 36,37 et 59) ;*

*Qu'in casu, il faut savoir que la décision entreprise viole ce principe ,*

*Que l'Office des étrangers est censé entendre préalablement la personne contre laquelle une telle décision aussi grave va être prise afin de lui permettre de faire valoir entendre ses observations ;*

*Que cette audition devait se faire dans une langue qu'elle maîtrise ou comprend ou à tout le moins, qu'elle soit assisté d'un interprète ; ce qui n'est pas le cas en l'espèce ;*

*Qu'il faut savoir qu'il a été jugé que « la circonstance que le requérant a été entendu par les services de police, lors de son contrôle, ne peut suffire à élever ce constat dans la mesure où le rapport administratif résultant de ce contrôle ne peut nullement être assimilé à une procédure ayant respecté le droit d'être entendu, en ce qu'il ne ressort pas dudit document que le requérant a été informé de l'intention de la partie défenderesse de lui délivrer un ordre de quitter le territoire et qu'il a pu valablement faire valoir ses observations à ce égard » ( CCE, n o 219.663 du 11.04.2019) ;*

*Que Madame (...) aurait dû être entendue dans une langue qu'elle connaît, comprend, est le dans le but de lui permettre de saisir la portée des questions posées et de répondre en toute connaissance de cause étant donné qu'elle devait être informée de l'intention de l'administration de lui délivrer une décision d'éloignement ; Qu'il faut savoir que le Conseil d'Etat a relevé, dans son arrêt n o 230.257 du 19.02.2015, que « Selon la Cour de Justice de l'Union européenne, le droit à être entendu, avant l'adoption de toute décision susceptible d'affecter de manière défavorable ses intérêts, fait partie des droits de la défense consacrés par un principe général du droit de l'Union européenne (CJUE, C-249/13, 11.12.2014, Khaled Boudjlida, point 34) ; qu'en égard à la finalité de ce principe général de droit, l'autorité compétente doit, pour statuer en pleine connaissance de cause, procéder à une recherche minutieuse des faits, recueillir des renseignements nécessaires à la prise de décision et prendre en considération tous les éléments du dossier (en ce sens C.E, 19.12.2015, n o 230.257) » ;*

*Que de ce qui précède, les droits d'être entendu de la requérante ont été bafoués, violés ;*

*Le principe de l'audition préalable a dès lors été violé.*

*Sur la violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme*

*Qu'il faut savoir que la requérante est malade, elle a été diagnostiquée du cancer du sein.*

*Cette maladie a été diagnostiquée depuis 2022 en Afrique, et aucun traitement adéquat ne lui a été proposé ou à tout le moins tous les traitements prodigués se sont avérés sans efficacité.*

*Le Belgique est une chance pour elle d'avoir les traitements appropriés.*

*Elle ne peut donc pas dans ces conditions être expulsée dans son pays d'origine, ceci l'amènerait fatalement à la mort laissant ainsi ses trois enfants sans mère et son mari.*

*Qu'il existe des risques sérieux d'atteinte au droit fondamental et essentiel garanti par l'article 3 CEDH , Que la requérante court un sérieux risque vital, en cas d'exécution de la décision querellée, car elle risque de mourir par manque de traitement.*

*Ceci s'apparente à des traitements inhumains et dégradants ;*

*Que tous ces éléments plaident en faveur de la suspension et de l'annulation de la décision entreprise.”*

In het eerste middel voert verzoekster de schending aan van artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en de fundamentele vrijheden (hierna: het EVRM). In casu ligt een schending voor van het privéleven van verzoekster door haar de toegang tot het grondgebied te weigeren terwijl zij in het bezit is van een visum. Wat betreft het motief aangaande de hotelreservatie en de bestaansmiddelen, wijst verzoekster erop dat zij samen met haar man een soms van 15.700 euro op zak heeft. Wat betreft de hotelreservatie stelt verzoekster dat toen men aan hen heeft gezegd dat de hotelreservatie werd geannuleerd, zij zonder problemen een nieuwe hotelreservatie hebben gedaan.

In een tweede middel voert verzoekster de schending aan van het hoorrecht. Ze wijst erop dat zij de Congolese nationaliteit heeft en de bestreden beslissing niet kan begrijpen. Ze stelt ook niet gehoord te zijn, hetgeen een grondrecht schendt nu het Hof van Justitie heeft gesteld dat het recht te worden gehoord deel uitmaakt van de rechten van verdediging, hetgeen een algemeen beginsel van Unierecht is. Elke persoon heeft het recht op nuttige en effectieve wijze voor zijn belangen te kunnen opkomen alvorens een beslissing wordt genomen die zijn belangen ongunstig kan beïnvloeden. Dit moet ook toelaten aan de bevoegde overheidsadministratie om de zaak op die wijze te onderzoeken dat een beslissing kan worden genomen met volledige kennis van zaken en de beslissing ook op afdoende wijze kan gemotiveerd worden zodat de betrokkene ook op effectieve wijze zijn recht op een effectief rechtsmiddel kan uitoefenen.

In casu stelt verzoekster dat zij had moeten gehoord worden in een taal die ze beheerst of begrijpt of dat ze minstens moest worden begeleid door een tolk, hetgeen niet het geval was. Verder herhaalt verzoekster dat zij had moeten gehoord worden in een taal die ze begrijpt en met het doel haar te laten begrijpen wat de draagwijdte is van de gestelde vragen en dat ze had moeten geïnformeerd worden over de bedoeling haar een terugdrijvingsbeslissing af te geven. Bijkomend citeert verzoekster uit een arrest van de Raad van State waarin wordt gesteld dat het hoorrecht, als beginsel van Unierecht, de bevoegde overheidsdienst moet toelaten om met volle kennis van zaken te beslissen, een zorgvuldig onderzoek moet doen van de feiten en rekening houdend met alle feiten van het dossier een beslissing moet nemen. Volgens verzoekster is haar hoorrecht bijgevolg geschonden.

In een derde middel voert verzoekster de schending aan van artikel 3 van het EVRM. Ze wijst erop ziek te zijn, meer bepaald borstkanker te hebben. Deze ziekte werd vastgesteld in 2022, er werd haar geen

adequate behandeling gegeven, of op zijn minst zijn alle behandeling niet efficiënt gebleken. Voor haar is België een kans op een gepaste behandeling. In die omstandigheden kan zij bijgevolg niet worden verwijderd naar Congo, hetgeen zal leiden tot haar overlijden, waardoor haar drie kinderen en echtgenoot zouden achterblijven. Er ligt dan ook een ernstig risico voor van een schending van artikel 3 van het EVRM, aangezien verzoekster riskeert te sterven door gebrek aan behandeling. Dit komt neer op een onmenselijke en vernederende behandeling.

### Beoordeling

De bestreden beslissing is genomen in toepassing van artikel 3, eerste lid, 3°, van de Vreemdelingenwet.

Deze bepaling luidt als volgt:

*“Behoudens de in een internationaal verdrag of in de wet bepaalde afwijkingen, kan de toegang worden geweigerd aan de vreemdeling die zich in een van de volgende gevallen bevindt :*

*[...]*

*3° wanneer hij, zo nodig, geen documenten kan overleggen ter staving van het doel en de verblijfsomstandigheden van het voorgenomen verblijf;”.*

Deze bepaling laat verweerder toe om, ook wanneer een vreemdeling in het bezit is van een visum, een aantal verificaties door te voeren. Het gegeven dat verzoekster in het bezit was van een visum type C, vrijwaart haar dus niet van een eventuele inreiscontrole waarbij zij desgevallend documenten dient voor te leggen en uitleg moet kunnen geven over het doel van haar voorgenomen verblijf en de verblijfsomstandigheden.

Anders dan verzoekster dus stelt, neemt de Raad niet aan dat omdat verzoekster een visum had bekomen, haar bijgevolg de toegang tot het grondgebied moest worden verstrekt.

De Raad herinnert verder aan artikel 6 van de Schengengrenscodex dat luidt als volgt:

*“1. Voor een voorgenomen verblijf op het grondgebied van de lidstaten van ten hoogste 90 dagen binnen een periode van 180 dagen, waarbij voor iedere dag van het verblijf de 180 voorafgaande dagen in aanmerking worden genomen, gelden voor onderdanen van derde landen de volgende toegangsvoorwaarden:*

*a) in het bezit zijn van een geldig reisdocument of van een document dat de houder recht geeft op grensoverschrijding en dat aan de volgende criteria voldoet:*

*i) het is geldig tot minstens drie maanden na de voorgenomen datum van vertrek uit het grondgebied van de lidstaten. In gemotiveerde spoedeisende gevallen mag echter van deze verplichting worden afgezien;*

*ii) het is afgegeven in de voorafgaande tien jaar;*

*b) indien vereist op grond van Verordening (EG) nr. 539/2001 van de Raad (25), in het bezit zijn van een geldig visum, behalve indien zij houder zijn van een geldige verblijfsvergunning of een geldig visum voor verblijf van langere duur;*

*c) het doel van het voorgenomen verblijf en de verblijfsomstandigheden kunnen staven, alsmede beschikken over voldoende middelen van bestaan, zowel voor de duur van het voorgenomen verblijf als voor de terugreis naar het land van herkomst of voor de doorreis naar een derde land, waar de toegang is gewaarborgd, dan wel in staat zijn deze middelen rechtmatig te verwerven;*

*d) niet met het oog op weigering van toegang in het SIS gesignaleerd zijn;*

*e) niet worden beschouwd als een bedreiging van de openbare orde, de binnenlandse veiligheid, de volksgezondheid of de internationale betrekkingen van één van de lidstaten, en met name niet om dezelfde redenen met het oog op weigering van toegang gesignaleerd staan in de nationale databanken van de lidstaten.*

*[...]*

*3. Bijlage I bevat een niet-uitputtende lijst van bewijsstukken die de grenswachter van de betrokken onderdaan van een derde land kan verlangen om na te gaan of aan de in lid 1, onder c), vermelde voorwaarden is voldaan.*

*[...].”.*

Hieruit blijkt dat bijlage 1 bij de Schengengrenscodex een niet-uitputtende lijst van bewijsstukken bevat die de grenswachter van de derdelander kan verlangen.

Zo wordt voor toeristische of privéreizen verwezen naar:

*“i) documenten ter staving van logies:*

*- in geval van verblijf bij een gastheer: uitnodiging door deze gastheer;*

- bewijsstukken van logiesverstrekkende bedrijven, of enig ander geschikt document waaruit het voorgenomen onderdak blijkt;
- ii) documenten ter staving van de reisroute:
  - bevestiging van de boeking van een georganiseerde rondreis of enig ander geschikt document waaruit de voorgenomen reisplannen blijken;
- iii) documenten ter staving van de terugkeer:
  - een retour- of rondreisticket;”

De toegangsvoorwaarden van artikel 6 van de Schengengrenscore zijn cumulatief. Niet enkel moet de vreemdeling, desgevallend, in het bezit zijn van het vereiste visum, hij moet ook het doel van het voorgenomen verblijf en de verblijfsomstandigheden kunnen staven.

Uit artikel 8 van de Schengengrenscore blijkt verder dat de Belgische met grenscontrole belaste autoriteiten bij een eerste binnenkomst van een vreemdeling op het Schengengrondgebied kunnen nagaan of de vreemdeling wel voldoet aan deze voorwaarden voor toegang tot het Schengengrondgebied en inzonderheid het doel van het voorgenomen verblijf en de verblijfsomstandigheden staft.

De relevante bepalingen luiden als volgt:

*“3. Bij binnenkomst en uitreis worden onderdanen van derde landen als volgt aan een grondige controle onderworpen:*

*a) de grondige controles bij binnenkomst behelzen de verificatie van de in artikel 6, lid 1, vermelde voorwaarden voor toegang, alsmede, eventueel, van de verblijfs- en werkvergunningen. In dat verband wordt nauwgezet onderzocht:*

*[...]*

*iv) de plaats van vertrek en de plaats van bestemming van de betrokken onderdaan van een derde land, alsmede het doel van het voorgenomen verblijf, indien nodig met controle van de desbetreffende bewijsstukken;*

*[...]”.*

Gelet op artikel 3 van de Vreemdelingenwet en de hiervoor weergegeven bepalingen van de Schengengrenscore, toont verzoekster niet aan dat verweerder bij een inreiscontrole haar werkelijke reisdoel niet mocht nagaan, niettegenstaande zij in het bezit was van een visum.

Verweerder heeft bij de beoordeling van de vraag of het doel van het voorgenomen verblijf afdoende is aangetoond een ruime discretionaire bevoegdheid, en de Raad is niet bevoegd om zijn beoordeling in de plaats te stellen van die van de administratieve overheid. Hij is in de uitoefening van zijn wettelijk toezicht wel bevoegd om na te gaan of deze overheid bij de totstandkoming van de bestreden beslissing is uitgegaan van de juiste feitelijke gegevens, of zij die correct heeft beoordeeld en of zij op grond daarvan niet op kennelijk onredelijke wijze tot haar besluit is gekomen (RvS 7 november 2001, nr. 101.624).

Verweerder heeft vastgesteld dat verzoekster stelt een toeristisch verblijf te beogen, zij daarvoor een hotelreservatie heeft voorgelegd, maar dat bij controle van de federale politie bleek dat die reservatie reeds werd geannuleerd. Verder bleek zij ook in het bezit van een zelfgemaakt reisprogramma met bezienswaardigheden in Brussel en Antwerpen, maar kon zij geen toelichting geven over het reisprogramma. Verder verklaarde verzoekster ook te willen doorreizen naar Parijs maar was ze niet in het bezit van vervoersbewijzen en/of eventuele bewijzen van logies.

De Raad stelt vast dat dit steun vindt in het administratief dossier, meer bepaald het grensverslag van de federale politie van 1 juni 2026. Daarin wordt bijkomend nog gesteld dat verzoekster geen enkele notie had van de bezienswaardigheden die waren vermeld op het programma, verzoekster wist niet dat er bezoeken gepland stonden in Antwerpen. Eveneens blijkt dat verzoekster verklaarde geen familie of vrienden in België te hebben.

Waar verzoekster nog aanstipt dat zij en haar echtgenoot in het bezit zijn van een grote som geld, hetgeen ook blijkt uit het grensverslag wat betreft de echtgenoot, en waarvan ook ter zitting nog stukken worden voorgelegd die wijzen op de welvarendheid van verzoekster en haar echtgenoot, zijnde onder meer een ‘certificat d’enregistrement d’une concession’ wijst de Raad erop dat dit geen weigeringsmotief is van de bestreden beslissing. Zoals hoger aangehaald, zijn de toegangsvoorwaarden van artikel 6 van de Schengengrenscore cumulatief. Niet enkel moet de vreemdeling, desgevallend, in het bezit zijn van het vereiste visum of voldoende bestaansmiddelen, hij moet ook het doel van het voorgenomen verblijf en de verblijfsomstandigheden kunnen staven.

In casu moet de Raad vaststellen dat zowel uit het verzoekschrift als uit het pleidooi van verzoeksters raadsman ter zitting blijkt dat het eigenlijke doel van de reis een medische behandeling betreft voor verzoekster, en dan veeleer in Frankrijk, nu uit het derde medisch stuk blijkt dat verzoekster aanstaande maandag 8 juni een afspraak heeft gemaakt met een 'centre d'imagerie médicale de Torcy'. Verzoekster heeft daar evenwel op geen enkel ogenblik iets over gezegd tijdens het gehoor door de grenspolitie. Verder blijkt dat verzoekster ook aan de centrumarts in het gesloten centrum geen medisch dossier heeft voorgelegd, nu ter zitting de 'fit to fly' wordt voorgelegd van de centrumarts waaruit dit blijkt. De Raad wijst er evenwel op dat de mogelijkheid bestaat een visum kort verblijf om medische redenen te bekomen, doch dit doel diende dan ook duidelijk uit de aanvraag te blijken, ook had verzoekster dit aan de grenspolitie moeten meedelen.

Waar verzoeksters raadsman ter zitting nog aanstipt dat de annulatie van het hotel is gebeurd zonder medeweten van verzoekster en onmiddellijk een nieuwe hotelreservatie is gebeurd, doet dit geen afbreuk aan het feit dat in casu er redelijkerwijs kon getwijfeld worden aan het toeristisch doel van het visum van verzoekster en haar man.

De Raad meent dan ook dat de gemachtigde op redelijke en zorgvuldige wijze, en nadat verzoekster in het Frans werd gehoord, kon vaststellen dat het doel van de reis niet afdoende is aangetoond.

Waar verzoekster een schending aanvoert van artikel 8 van het EVRM, blijkt niet dat het weigeren van de toegang tot het Belgisch grondgebied voor haar een schending inhoudt van haar privéleven of familieleven. Verzoekster verklaarde immers noch vrienden, noch familie in België te hebben.

Een schending van artikel 8 van het EVRM blijkt prima facie niet.

Waar verzoekster in het tweede middel een schending aanvoert van het hoorrecht, kan de Raad zich vinden in de theoretische toelichting die verzoekster daarbij verschaft. Er blijkt echter uit de stukken van het administratief dossier dat zij in het Frans werd gehoord en dat ook het doel van het gehoor werd verduidelijkt. Zo leest de Raad in het grensverslag *'betrokkene krijgt van opsteller uitleg in de Franse taal over het doel en de procedure van de controle ten burele.'* De Raad begrijpt dan ook niet waarom verzoekster, die reeds sedert 2022 wordt opgevolgd voor haar ernstige aandoening en ter zitting wel stukken kan voorleggen, waaronder stukken die dateren van 12 en 16 maart 2026 dienaangaande niets tegen de grenspolitie heeft gezegd. Waar de raadsman ter zitting stelt dat een gehoor door de politie indrukwekkend is voor verzoekster, die voor het eerst een dergelijk visum aanvroeg, neemt de Raad dit niet aan als afdoende verschoning. Verzoekster had immers van bij haar visumaanvraag bij de bevoegde Belgische post eerlijk kunnen zijn aangaande het doel van de reis.

Een schending van het hoorrecht blijkt prima facie niet.

In het derde middel voert verzoekster een schending aan van artikel 3 van het EVRM. Ze wijst op haar ernstige aandoening, meer bepaald borstkanker. Deze ziekte werd vastgesteld in 2022, er werd haar geen adequate behandeling gegeven, of op zijn minst zijn alle behandelingen volgens verzoekster niet efficiënt gebleken. Ze voert aan dat België voor haar een kans is op een gepaste behandeling. Een verwijdering naar Congo zal leiden tot haar overlijden, waardoor haar drie kinderen en echtgenoot zouden achterblijven. Er ligt volgens verzoekster een ernstig risico voor op een schending van artikel 3 van het EVRM, aangezien verzoekster riskeert te sterven door gebrek aan behandeling.

Artikel 3 van het EVRM luidt als volgt:

*"Niemand mag worden onderworpen aan foltering en aan onmenselijke of vernederende behandelingen of bestraffingen."*

Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens (hierna verkort het EHRM) heeft in zijn arrest nr. 41738/10 in de zaak Paposhvili t. België van 13 december 2016 in zijn § 183 het volgende gesteld voor de toepassing van artikel 3 van het EVRM inzake verwijdering van vreemdelingen die lijden aan een ernstige ziekte, het gaat om *"situaties die de verwijdering inhouden van ernstig zieke vreemdelingen waar ernstige aanwijzingen voorliggen dat hij of zij, ook al ligt geen imminent risico op overlijden voor, een reëel risico loopt in geval van afwezigheid van een gepaste behandeling in de ontvangende staat of het gebrek aan toegang tot een dergelijke behandeling, op blootstelling aan een ernstige, snelle en onomkeerbare achteruitgang van zijn of haar gezondheidstoestand resulterend in een intens lijden of in een betekenisvolle vermindering van de levensverwachting (eigen vertaling)"*.

De Raad stelt vast dat verzoekster op zitting de volgende medische stukken heeft voorgelegd:

1. Een 'urgent whole body pet/CT scan request' van 16 maart 2026 van Dr. W.V. uit Kampala (Oeganda) gericht aan een radioloog in Marokko, waaruit blijkt dat verzoekster reeds sedert maart 2022 oncologisch wordt opgevolgd met chemo en radiotherapie, zij ook een mastectomie heeft ondergaan en onder hormoonbehandeling staat.  
Het betreft de vraag aan de radioloog in Marokko om een volledige petscan te doen.
2. Een kort attest 'to whom it may concern' van 12 maart 2026 van het 'Uganda Cancer Institute' van 12 maart 2026 waarin wordt uitgelegd welke behandelingen verzoekster reeds heeft gehad en dat ze thans onder hormoontherapie staat. Het attest eindigt met *"any assistance and support rendered to her will be highly appreciated"*.
3. Stuk waaruit blijkt dat verzoekster aanstaande maandag om 15 u een afspraak heeft met de 'centre d'imagerie médicale de Torcy'. Hierin staan richtlijnen welke elementen van haar medisch dossier ze moet meenemen (alle mammo's en echo's etc.)

Uit het voorgaande blijkt dat verzoekster inderdaad aantoonbaar dat ze aan een ernstige aandoening lijdt. Er blijkt echter eveneens dat verzoekster een afspraak beoogt in Frankrijk aangaande verder medisch onderzoek. Het is dan ook onduidelijk waarom verzoekster niet aan Frankrijk een visum heeft gevraagd om medische redenen en zij daarentegen aan België een toeristisch visum heeft gevraagd.

Verder blijkt ook uit het 'fit to fly attest' dat zij evenmin aan de centrumarts haar medisch dossier heeft voorgelegd.

De Raad is er evenwel in het kader van de huidige UDN-procedure toe gehouden een grondig onderzoek te doen van de voorgelegde stukken. Een terugdrijving mag immers sowieso geen schending inhouden van artikel 3 van het EVRM. Uit de stukken blijkt prima facie evenwel dat verzoekster reeds vier jaar in behandeling is voor haar ernstige aandoening. In geen enkel van de voorgelegde stukken spreekt een arts zich uit over het problematisch of niet afdoende karakter van de behandelingen die ze reeds heeft genoten, zoals verzoekster in het verzoekschrift stelt. Zoals hoger gesteld, neemt het EHRM enkel een schending aan van artikel 3 van het EVRM als er ernstige aanwijzingen voorliggen dat verzoekster een reëel risico loopt in geval van afwezigheid van een gepaste behandeling in de ontvangende staat of het gebrek aan toegang tot een dergelijke behandeling, op blootstelling aan een ernstige, snelle en onomkeerbare achteruitgang van zijn of haar gezondheidstoestand resulterend in een intens lijden of in een betekenisvolle vermindering van de levensverwachting. Verzoekster heeft prima facie vooralsnog niets in die zin voorgelegd. Er is niet duidelijk of de petscan uiteindelijk in Marokko werd uitgevoerd, het tweede attest geeft enkel een overzicht van de behandeling en stelt dat het ten zeerste geapprecieerd wordt indien verzoekster hulp krijgt en het derde attest geeft enkel richtlijnen aangaande de documenten die verzoekster bij zich moet hebben voor het onderzoek dat was gepland komende maandag in Frankrijk.

Hiermee heeft verzoekster niet aannemelijk gemaakt dat indien zij wordt verwijderd naar Congo, dit zal aanleiden geven tot haar overlijden en dat haar echtgenoot en drie kinderen zouden worden achtergelaten, zoals zij aanvoert in het verzoekschrift.

De Raad benadrukt dat hij begrip heeft voor de ongetwijfeld ernstige aandoening van verzoekster, doch wijst erop dat er andere procedures openstaan, zoals het visum met het oog op medische zorg of een humanitair visum, voor deze problematiek. Een visum met het oog op toerisme kan hiervoor niet worden aangewend.

Een schending van artikel 3 van het EVRM blijkt prima facie niet.

De middelen zijn niet ernstig.

Derhalve is niet voldaan aan één van de cumulatieve voorwaarden opdat de vordering tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid kan worden bevolen. Deze vaststelling volstaat om de vordering af te wijzen.

#### 4. Kosten

Met toepassing van artikel 39/68-1, §5, derde en vierde lid van de Vreemdelingenwet zal de beslissing over het rolrecht of over de vrijstelling ervan, in een mogelijke verdere fase van het geding worden getroffen.

### **OM DIE REDENEN BESLUIT DE RAAD VOOR VREEMDELINGENBETWISTINGEN:**

#### **Artikel 1**

De vordering tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid wordt verworpen.

## **Artikel 2**

De uitspraak over de bijdrage in de betaling van de kosten wordt uitgesteld.

Aldus te Brussel uitgesproken in openbare terechtzitting op drie juni tweeduizend zesentwintig door:

A. MAES, wnd. voorzitter, rechter in vreemdelingenzaken,

V. LAUDUS, toegevoegd griffier.

De griffier,

De voorzitter,

V. LAUDUS

A. MAES